

# La situation internationale et les perspectives de la lutte des classes en 1926

Christian Rakovsky

Source : «The Communist International», n° 20, 1926, pp. 8-14. Intertitres et notes MIA.

L'observateur économique d'un célèbre journal viennois, la *Neue Freie Presse*, relève avec triomphe dans son bilan économique annuel de l'année 1925 : « Globalement, le monde est revenu au commerce et à la production d'avant-guerre. Par exemple, la production totale de charbon, qui s'élevait à 1 335 000 000 de tonnes en 1924, a augmenté de 25 000 000 de tonnes en 1925, dépassant ainsi le niveau pré-guerre de 1913 de 10 000 000 de tonnes. Notons toutefois que 12 à 15 % de la consommation actuelle de combustible, autrefois couverte par le charbon, est désormais assurée par les huiles minérales et l'énergie électrique issue de la houille blanche. Les autres branches de production ont également progressé en 1925 par rapport à 1924 : la fonte est passée de 66 000 000 à 73 000 000 de tonnes ; le pétrole de 147 000 000 à 151 000 000 ; l'acier de 76 000 000 à 81 000 000 ; le cuivre de 1 350 000 à 1 600 000 tonnes ; le coton de 23 600 000 à 27 200 000 tonnes ; le blé de 925 000 000 à 1 079 000 000 tonnes ; le sucre de 24 300 000 à 24 900 000 tonnes ; enfin, le caoutchouc de 550 000 à 580 000 tonnes. »

Ces données pourraient laisser croire à une prospérité capitaliste. Cependant, cette croissance résulte de l'addition des développements productifs de l'Ancien et du Nouveau Monde. En examinant les continents séparément, le tableau change radicalement. Comparé à l'avant-guerre, le commerce actuel des différents pays montre une augmentation de 30 % en Amérique, de 90 % au Canada, de 64 % au Japon et de 35 % en Australie. En Europe, les chiffres sont bien moins réjouissants : le commerce extérieur de l'Allemagne a chuté de 47 %, celui de la Belgique de 34 %, celui de la Grande-Bretagne de 5,5 %. Seule la France enregistre une hausse de 25 % par rapport à 1913.

En termes globaux, le volume des échanges s'élevait à 15,8 milliards de dollars en 1913 et à 15,1 milliards en 1925. Ceci confirme l'enrichissement du Nouveau Monde et du Japon au détriment d'une Europe appauvrie.

Le rôle croissant des États-Unis dans l'économie mondiale se manifeste par leurs investissements accrus en obligations étrangères, notamment dans des entreprises industrielles. D'après une banque de premier plan, la Grande-Bretagne était avant-guerre le premier exportateur de capitaux, avec un record de 195 millions de livres sterling (environ 948 millions de dollars) en 1913. En 1924, les investissements américains à l'étranger atteignaient déjà 1.248 millions de dollars. Même en tenant compte de la dépréciation monétaire, les États-Unis égalent ainsi, en valeur réelle, le record britannique de 1913. Cette même année, la Grande-Bretagne a placé 135 millions de livres (648 millions de dollars) sur les marchés étrangers, soit moitié moins que les États-Unis.

En 1925, la situation s'aggrave pour l'Europe. L'exportation de capitaux britanniques a été largement interdite pendant huit mois pour stabiliser la livre sterling. Même sans cette restriction, elle aurait été inférieure à celle de 1924, comme en témoigne le solde commercial britannique. Durant ces huit mois, seuls 620 millions de dollars de capitaux ont été exportés, dont 270 millions par la Grande-Bretagne (212 millions vers ses colonies, 58 millions vers d'autres pays). L'exportation de capitaux n'est pas qu'une opération bancaire : c'est aussi un moyen puissant de s'emparer des sources de matières premières et des marchés étrangers.

Où s'oriente le capital américain ? D'après les dernières données couvrant l'ensemble de 1925, un milliard et demi de dollars ont été exportés des États-Unis. Un tiers (soit 500 millions) a été investi au Canada, un autre tiers en Amérique du Sud et centrale, en Australie et au Japon. L'Australie a obtenu un prêt de 67 millions de dollars pour son plan d'électrification, l'achat de matériel aux États-Unis, ainsi que de camions et automobiles. La revue citée précédemment indique que le placement de l'emprunt australien sur le marché new-yorkais a provoqué une vive consternation à Londres, qui monopolisait jusqu'ici le financement des colonies britanniques.

Cette inquiétude est compréhensible : l'emprunt signifie la conquête pacifique des dominions britanniques par l'Amérique. Plus de 80 % du commerce canadien s'effectue avec les États-Unis. À cette gravitation économique succède une gravitation politique. Observons maintenant les données relatives à la Grande-Bretagne.

### **Déclin britannique**

Les journaux britanniques ont déjà publié le bilan commercial et financier de 1925. En chiffres arrondis, les importations britanniques s'élèvent à 1 323 millions de livres sterling, les exportations à 927 millions – dont 154 millions correspondent à des réexportations (marchandises vendues via Londres, Liverpool ou Manchester, mais provenant des colonies). Les exportations de produits strictement britanniques atteignent 773 millions de livres. En additionnant production nationale et réexportations, la Grande-Bretagne a acheté à l'étranger pour 295,5 millions de livres de plus qu'elle n'a vendu. Ce déficit commercial s'aggrave continuellement : 180 millions en 1922, 344 millions en 1924, 395,5 millions en 1925.

Cependant, la Grande-Bretagne compense par ses exportations « invisibles » : revenus des capitaux investis à l'étranger (obligations, titres d'État, entreprises), assurances, et fret maritime. En 1924, ces revenus totalisaient environ 400 millions de livres. En 1925, avec les intérêts des capitaux exportés en 1924, ils atteignent 417,5 millions. Ainsi, le bilan financier britannique affiche un excédent de 22 millions de livres fin 1925. Mais la presse britannique rappelle amèrement qu'en 1920, cet excédent était de 222 millions – dix fois supérieur – et qu'il dépasse à peine celui de 1924 (56 millions). Seule consolation évoquée : la stabilisation de la livre sterling, qui après une coûteuse lutte contre le dollar, a retrouvé sa parité d'avant-guerre.

Il est remarquable que la Grande-Bretagne et les États-Unis, bien qu'unis sur de nombreuses questions internationales, se livrent une guerre économique et financière. Souvent sourde, celle-ci éclate parfois ouvertement, comme lors du conflit autour des emprunts australien, allemand et brésilien.

Le capital américain sape l'hégémonie coloniale britannique en intégrant les dominions à sa sphère d'influence. Bien sûr, le capital britannique contre-attaque. Si ses coups portent moins fort que ceux de la Bourse américaine, les contradictions économiques entre les deux puissances en sont encore au stade préparatoire : les adversaires échangent des politesses avant de s'étrangler. Ainsi, l'emprunt australien a « consterné » Londres, mais New York a été tout aussi troublée par deux prêts – 5 et 4 millions de livres – conclus à Londres après son refus. Le premier finance l'industrie allemande des sels de potassium, le second une entreprise caféière brésilienne à São Paulo. Ces emprunts visent à contrôler des matières premières stratégiques : engrais et café.

Pourquoi New York a-t-il refusé ces prêts ? Non par principe, mais par calcul : la Bourse américaine a tergiversé, espérant obtenir des conditions plus avantageuses. Les Britanniques ont profité de cette hésitation pour s'imposer.

Cependant, ces incidents autour des emprunts pour le potassium et le café ne sont rien comparés à la guerre ouverte que se sont livrées les Bourses de New York et de Londres, ainsi que la presse américaine et britannique, sur la question du prix du caoutchouc brut.

### **Guerre commerciale anglo-américaine**

Il est bien connu que la Grande-Bretagne fut le premier État à régler sa dette de guerre envers l'Amérique (dès 1922). Depuis, elle verse chaque année au Trésor américain plus de 10 millions de livres d'intérêts. Certains politiciens britanniques, dont [Lloyd George](#), ont protesté contre cet accord conclu par [Baldwin](#) lors de son voyage en Amérique. Mais pour les intérêts du capital financier britannique, ce compromis était nécessaire afin que Londres conserve son rôle central dans les opérations financières non seulement européennes, mais aussi entre l'Europe et l'Amérique. C'est le sacrifice d'un intermédiaire qui ne veut pas perdre les transactions lui rapportant d'énormes commissions. Sir [Robert Horne](#) estima que ces commissions couvraient à elles seules la somme annuellement versée à l'Amérique par le budget britannique. Par ailleurs, le règlement de la dette et l'amélioration des relations financières anglo-américaines ont attiré à Londres une masse d'investisseurs américains, préférant les banques londoniennes pour leurs taux d'intérêt plus élevés.

Mais les Britanniques ne s'en contentèrent pas. Monopolisant la production et la vente du caoutchouc – consommé en quantités colossales par l'industrie automobile américaine –, ils ont fait grimper les prix, forçant l'Amérique à payer des sommes astronomiques. En 1925, la spéculation sur le caoutchouc atteignit des sommets : le prix passa de 36 cents la livre en février à 109,5 cents en novembre. Ce qui justifia la déclaration du sénateur Tilson : « *La Grande-Bretagne, par cette hausse, soutire annuellement à l'Amérique plus d'argent que l'Europe ne paie d'intérêts sur ses dettes de guerre.* »

Une campagne virulente contre l'Angleterre éclata alors aux États-Unis, menée par le secrétaire au Commerce [Herbert Hoover](#). Cette polémique se refléta dans la presse mondiale. Les journaux américains accusèrent la Grande-Bretagne de spéculation éhontée ; les Britanniques rétorquèrent en dénonçant le monopole américain sur le blé, le coton, le cuivre et le pétrole. Le *New York Times* et le *Times* de Londres s'affrontèrent : le premier reprocha aux Britanniques de profiter des besoins de l'industrie automobile ; le second rétorqua que les Américains « cherchaient la paille dans l'œil du voisin » en oubliant la poutre dans le leur – allusion aux pratiques monopolistes des États-Unis.

La presse française, hostile aux exigences américaines sur les dettes, prit part au débat. Le quotidien *L'Information*, porte-parole de l'industrie française, écrivit le 30 décembre :

*« Les États-Unis se plaignent de la hausse du caoutchouc, qui touche des gens assez riches pour posséder des automobiles. Mais la flambée du blé – dont ils sont responsables – frappe les pauvres. La question des matières premières doit être examinée dans son ensemble : pourquoi les magnats américains fixent-ils arbitrairement les prix du blé, du coton, du sucre, du pétrole et des métaux ? Pourquoi s'accaparent-ils les gisements pétroliers et miniers mondiaux ? Et comment expliquer que l'ouvrier américain gagne deux à quatre fois plus que l'Européen ? »*

De nombreux journaux ont avancé que la campagne lancée par Hoover poursuivait un objectif précis : préparer le terrain pour augmenter les prix des matières premières monopolisées par l'Amérique. L'indignation feinte de la presse américaine contre la spéculation britannique n'est qu'un écran de fumée destiné à masquer son projet méthodiquement préparé de vider les poches de l'Europe.

Les faits cités sont d'une grande importance, sans pour autant être absolus. Comme souligné précédemment, les capitaux britanniques et américains restent liés par de nombreux intérêts communs. Mais ces tensions symptomatiques révèlent un antagonisme croissant entre les deux puissances, susceptible de jouer dans les futurs conflits mondiaux le rôle qu'a tenu la rivalité germano-britannique avant 1914. Les relations anglo-américaines deviennent l'axe autour duquel l'histoire mondiale pourrait basculer. L'enjeu ? Le contrôle des marchés et des ressources. Déjà, la Standard Oil et la Royal Dutch s'affrontent en « cuirassés économiques » pour dominer les réserves mondiales de pétrole, l'une au service des États-Unis, l'autre de l'Empire britannique. L'Amérique tente d'attirer les dominions dans son orbite ; la Grande-Bretagne, d'influencer l'Amérique du Sud.

### Fion de l'isolationnisme?

Cet antagonisme affecte aussi les relations politiques. Le rôle discret des États-Unis dans les accords de Locarno<sup>1</sup> est connu : l'objectif est de stabiliser l'Europe pour sécuriser leurs investissements. En 1925, l'Allemagne a reçu 250 millions de dollars, l'Italie 100 millions. En ajoutant les prêts à la Pologne, aux pays baltes, à la Yougoslavie et à la Roumanie, l'Amérique a injecté 500 millions de dollars en Europe – un tiers de ses exportations de capitaux. Cela explique son rapprochement avec la Société des Nations [SDN], malgré la prudence officielle. Coolidge, dans son dernier discours au Sénat, a évité de la nommer pour ne pas évoquer une adhésion. Les États-Unis n'interviennent en Europe qu'exceptionnellement, comme lors du plan Dawes<sup>2</sup> en 1924.

Pourtant, la presse américaine s'interroge : et si Locarno et la SDN devenaient des « béliers » permettant à l'Europe de contrer l'hégémonie américaine ? Consciente des ressentiments, Coolidge a exprimé ses « *regrets que les richesses offertes par l'Amérique pour la reconstruction européenne suscitent méfiance et jalousie* ». Le correspondant new-yorkais du *Daily Mail* résume ainsi l'état d'esprit américain :

Les accords de Locarno ont contraint l'Amérique à une profonde réflexion. Des voix inattendues ont souligné que des raisons économiques et commerciales pourraient l'obliger à reconsidérer son isolationnisme, loin d'être glorieux. Certains reconnaissent à la Société des Nations (SDN) un rôle décisif dans le conflit gréco-bulgare, prédisant même qu'elle pourrait agir avec fermeté sur la question syrienne. Le correspondant du *Daily Mail* évoque un « *revirement soudain et spectaculaire* » de l'opinion publique américaine envers la SDN.

Pourtant, un tel changement paraît improbable, compte tenu du conservatisme socio-politique américain, renforcé par sa puissance financière d'après guerre. Reste un fait indéniable : l'Amérique s'inquiète. Symptomatique est l'évolution du sénateur Borah, opposant historique à la Cour internationale de Justice (organe de la SDN), qui modère désormais ses critiques. Autrefois, il dénonçait une participation « *hypocrite et lâche* » tant qu'elle resterait liée à la SDN. Aujourd'hui, il affirme : « *Je ne combats pas la Cour mondiale parce qu'elle émane de la SDN. C'est une institution judiciaire. Peu m'importe son origine, seulement son fonctionnement.* »

---

1. À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte rhénan ». Cinq traités sont en réalité signés : un Pacte de garantie rhénan qui maintient le statu quo des frontières occidentales de l'Allemagne, et quatre autres traités d'arbitrage (Allemagne-France, Allemagne-Belgique, Allemagne-Pologne et Allemagne-Tchécoslovaquie). L'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

2. Plan Dawes, du nom du banquier et homme politique états-unien Charles G. Dawes (1865-1951). Ce plan financier fut adopté par les grandes puissances capitalistes lors de la Conférence de Londres sur la question allemande qui se déroula du 16 juillet au 16 août 1924. Le plan était destiné à garantir le paiement des réparations de guerre par l'Allemagne, tel qu'établi dans le Traité de paix de Versailles. Il rendait l'Allemagne de Weimar financièrement très dépendante des États-Unis et de l'Angleterre.

Le *New York Times* interprète ce revirement comme un compromis avec Coolidge : le président soutient l'entrée de l'Amérique à la Cour, tout en niant son caractère politique, la qualifiant de « *société de bienfaisance* » financée par la SDN. Pour lui, cette Cour garantit les intérêts matériels américains en Europe.

Locarno a surtout ébranlé les certitudes. Le journal républicain *Evening Post* écrit le 18 novembre : « *La liquidation des problèmes d'après-guerre progresse en Europe à un rythme vertigineux. Le processus lancé à Locarno redessinera la carte politique du continent.* » Depuis, l'expression « États-Unis d'Europe » résonne dans les parlements et chancelleries. Mais contre qui s'unirait cette Europe ? Si l'un des tranchants de Locarno et de ce projet est dirigé contre l'Union soviétique, l'autre vise clairement les États-Unis d'Amérique.

Les ministres français insistent sur la nécessité d'unir toutes les forces européennes, y compris l'URSS, sans quoi « l'Europe périra économiquement ». Dans les couloirs de la Chambre des députés, on murmure : « Sinon, l'Amérique posera sa griffe sur nous. » Le discours du député communiste [Cachin](#), dénonçant les tentatives du capital américain de s'emparer du monopole français du tabac lors des négociations de [Caillaux](#) à Washington, a été applaudi bien au-delà de son camp. Significativement, le gouvernement n'a pas contesté ses accusations et la France n'agirait pas seule : derrière [Briand](#), c'est [Chamberlain](#) qui parle.

### Partenaires et concurrents

La convocation d'une conférence économique internationale par la SDN s'inscrit dans cette logique. Portée par le délégué français Loucheur en octobre, elle abordera la question de la répartition des matières premières – évoquée par *L'Information* lors de la « guerre du caoutchouc » anglo-américaine. L'Europe, en se structurant, tente de contrer l'hégémonie naissante de Wall Street.

Il serait prématuré d'en conclure que le succès de la Conférence est assuré et que les États européens – notamment la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et autres – trouveront un moyen de surmonter leurs contradictions. Il faut plutôt supposer que la Grande-Bretagne utilisera la situation économique difficile de la France et de l'Allemagne comme moyen de pression contre l'Amérique. Nous l'avons dit : ces tensions sont symptomatiques des conflits anglo-américains. Aucun pays ne poursuit ses objectifs avec autant de gradualisme et de méthode que la Grande-Bretagne. Tout en entretenant des relations amicales avec l'Amérique, en marchant avec elle lorsque leurs intérêts coïncident – notamment pour se partager le continent européen –, la Grande-Bretagne prépare simultanément le terrain pour passer de l'amitié à l'affrontement. Pour cela, elle ne néglige aucun moyen.

L'éminent spécialiste naval britannique Bywater publia l'an dernier un livre sur la guerre dans le Pacifique, qui fit sensation non seulement en Grande-Bretagne mais aussi en Amérique, et plus encore au Japon, où la presse l'attaqua violemment. Bywater y décrit une future guerre entre le Japon et l'Amérique, qui selon lui débiterait en 1930 pour s'achever en 1932. Ce qui caractérise cette fiction, c'est l'analyse des rapports de force économiques, politiques et militaires entre les deux puissances pacifiques. Pour qui s'intéresse à la question du Pacifique, ce roman est instructif. Mais l'importance de l'ouvrage ne réside pas dans son aspect scientifique : elle tient à la tentative de cet auteur britannique influent de dresser l'Amérique contre le Japon. Bien que la Grande-Bretagne ait rompu son alliance avec le Japon par amitié pour l'Amérique, elle mène une politique distincte envers Tokyo, tout comme en Europe – où elle agit conjointement avec Washington tout en conservant ses propres visées.

On a souvent souligné, par ailleurs, les divergences anglo-américaines sur les relations franco-allemandes : si l'Amérique souhaite un rapprochement complet entre Berlin et Paris, la Grande-Bretagne préfère maintenir leur antagonisme. Un conflit ouvert entre ces deux États lui serait défavorable (elle pourrait être entraînée malgré elle dans des complications européennes), mais une réconciliation totale nuirait aussi à ses intérêts, car elle conduirait à un bloc continental excluant progressivement les îles britanniques des affaires européennes.

## Rapports de classes

Examinons maintenant les changements dans les rapports de classe survenus en 1925 en Amérique et en Grande-Bretagne. Une caractéristique du développement américain est l'expropriation accrue des classes moyennes, notamment des agriculteurs. Le courant incarné par feu LaFollette – candidat du Third Party aux dernières présidentielles, où il recueillit environ quatre millions de voix – se renforce face aux mutations économiques internes. La lutte de la petite bourgeoisie contre le capital financier est devenue flagrante en Amérique autour du règlement des dettes de guerre. Comme on le sait, des sénateurs démocrates comme Reid (Missouri) ou des républicains de gauche tels Johnson (Californie), Norris (Nebraska) et enfin Borah ont vivement protesté contre les accords conclus par le gouvernement américain pour régler les dettes belge et italienne, ainsi que contre un éventuel accord similaire avec la France. Ces décisions favorables aux États européens ne furent dictées ni par des considérations politiques, ni par une solidarité internationale, ni par le désir d'aider à la reconstruction ; mais par l'appât égoïste du capital financier américain. Ce dernier exerça des pressions sur Coolidge et le gouvernement pour réduire les taux d'intérêt, étaler les remboursements sur le long terme, voire effacer une partie des dettes, afin que les banques américaines puissent elles-mêmes octroyer de nouveaux prêts à la Belgique, l'Italie, la France et autres États européens, et ainsi percevoir de juteux intérêts.

Morgan<sup>3</sup> n'a eu pitié du débiteur belge et italien – lorsqu'il s'agissait de rembourser les dettes au gouvernement américain – que parce que ces fonds étaient nécessaires pour permettre à la Belgique et à l'Italie de... les verser à Morgan lui-même. On sait qu'après le règlement de la dette de guerre italienne, ce même Morgan émit un emprunt de 100 millions de dollars pour l'Italie, rapportant 7 % d'intérêt annuel au gouvernement italien, tandis que la dette de guerre ne coûtera à Rome qu'un vingthuitième de ces intérêts (en incluant le capital et les intérêts impayés). En clair, la « générosité » américaine envers l'Europe se fait exclusivement au détriment de la petite bourgeoisie, des ouvriers et des fermiers américains. Alors que le Trésor américain doit offrir des milliards de dollars aux États européens, les banquiers organisent l'asservissement financier de cette même Europe. Le règlement des dettes est devenu un moyen de siphonner l'argent des contribuables américains et européens au profit des banquiers – au profit de Morgan, dont la maison de prêt est plus influente que la Maison-Blanche de la « Grande République américaine ».

Suivant l'exemple britannique – où l'aristocratie ouvrière était corrompue par une partie des profits coloniaux –, le gouvernement américain protège sa classe ouvrière privilégiée de la concurrence étrangère en bloquant l'immigration : la loi de l'an dernier la restreignait ; la nouvelle la stoppe complètement. Pourtant, une stratification rapide s'opère au sein du prolétariat américain : les couches inférieures se révoltent contre l'aristocratie ouvrière, instrumentalisée par les capitalistes pour baisser les salaires des non-qualifiés. Ces derniers déclenchent des grèves, comme celle des mines de charbon anthracite, en cours depuis des mois.

Concernant la politique américaine, notons l'état actuel des négociations sur les dettes de guerre. Leur règlement est achevé avec la Grande-Bretagne (1922), la Belgique, l'Italie, la Lettonie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Estonie, la Roumanie, la Lituanie, la Hongrie et la Finlande – la plupart en 1925. Sur une dette totale de 12,1 milliards de dollars (15,2 avec intérêts), 7,4 milliards sont réglés. Restent 4,7 milliards, dont 3,34 milliards dus par la France. Les États-Unis réclament aussi 200 millions à la Russie. Actuellement, Washington perçoit 180 millions de dollars d'intérêts annuels, dont 163 millions proviennent de la seule Angleterre.

L'ingérence américaine dans les affaires européennes éclate au grand jour, comme l'a avoué Vandervelde à la Chambre belge, acculé par les députés communistes et socialistes de gauche : sous pression américaine, le budget belge fut amputé de 150 millions de francs.

---

3. Jack Pierpont Morgan, Jr. (1867-1943), banquier et financier américain.

## Capitalisme d'État

Revenons à la politique économique interne américaine. Observons une contradiction typique des gouvernements bourgeois, même dans des pays individualistes comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne : alors que leurs idéologues défendent le rôle minimal de l'État (« gendarme veillant à l'ordre public »), les réalités du capitalisme les obligent à adopter des mesures de capitalisme d'État pour leur survie. Les propositions de Hoover contre le monopole britannique du caoutchouc en témoignent :

- 1) Refuser des crédits aux industries monopolistiques étrangères.
- 2) Limiter volontairement la consommation de leurs produits.
- 3) Promouvoir la production nationale de substituts au caoutchouc.
- 4) Soutenir les pays sans tendances monopolistiques.
- 5) Enfin – point crucial –, créer un appareil directeur unifié pour éliminer la concurrence entre les centaines de marchands américains.

À ces mesures – qui violent directement la loi de la libre concurrence et représentent une ingérence étatique dans les affaires privées – s'ajoute la proposition du sénateur Jolin Tilson (Connecticut) d'enquêter largement sur les méthodes des gouvernements coloniaux britanniques concernant la production et l'exportation de matières premières.

Une proposition similaire, antérieure, avait déjà provoqué de vives protestations de la presse française : confier aux agents commerciaux des ambassades américaines la tâche d'exiger des exportateurs européens vers les États-Unis la présentation de leurs comptes, afin de vérifier leurs bénéfices nets. Ces données devaient visiblement justifier le relèvement des tarifs douaniers protectionnistes américains, déjà exorbitants. Certains exportateurs protestèrent contre cette intrusion inédite dans leurs « secrets commerciaux » ; d'autres cédèrent, préférant ce contrôle au boycott de leurs marchandises. Mais l'introduction d'une économie planifiée sous le capitalisme privé reste limitée, sans compter qu'elle sert les intérêts de la classe ouvrière en trompe-l'œil.

Concluons sur l'Amérique par un dernier chiffre : le volume de capitaux investis en obligations en 1925. L'émission totale à la Bourse de New York atteignit 4,5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard (un tiers) exporté, et 3 milliards investis localement. Une masse de 1,5 milliard de dollars (3 milliards de roubles) devant laquelle plus d'un gouvernement s'incline volontiers.

## La situation du capitalisme britannique

*The Economist* révèle que l'accumulation annuelle de capital en Grande-Bretagne s'élève à environ 450 millions de livres (2,1 milliards de dollars) – non seulement inférieure au chiffre américain, mais incluant toutes les réserves, contrairement aux émissions seules citées pour les États-Unis. En 1924, les émissions britanniques furent de 209 millions de livres, dont 125 millions pour les colonies et États étrangers, 84 millions en interne. En 1925, la tendance s'inversa : 77 millions à l'étranger contre 155 millions en interne – conséquence de l'interdiction d'exporter des capitaux pour stabiliser la livre. Une fois cette interdiction levée en novembre-décembre 1925, le ratio redevint favorable aux prêts étrangers : 32 millions contre 22 millions en interne.

La politique de crédit britannique en 1925 se caractérisa par d'importants investissements dans les chemins de fer (25,6 millions de livres, dont 20 millions pour le réseau national), la modernisation industrielle et la soie artificielle. L'industrie du caoutchouc, ultra-rentable, attira 13 millions de livres contre 700 000 en 1924. Ajoutons les prêts de 5 millions à l'industrie allemande du potassium et 4 millions aux planteurs de café brésiliens : la Grande-Bretagne investit 23 millions de livres à l'étranger pour contrôler des secteurs clés. Un commentateur nota que « cela relève depuis longtemps de la politique économique britannique ».



Autre fait marquant : le renforcement des investissements dans les colonies. En 1924, 72 millions furent alloués aux colonies contre 61 à l'étranger ; en 1925, ce ratio passa à 52 millions pour les colonies contre 16 millions pour l'étranger. Enfin, rappelons le récent projet de Baldwin : 13 millions de livres sur 15 ans pour l'électrification du pays.

Ces deux faits – d'une part l'investissement de capitaux britanniques dans l'industrie et les chemins de fer nationaux, d'autre part les placements dans les colonies – caractérisent la politique de crédit britannique en 1925. Cependant, considérant que le « patriotisme » du capital britannique est contraint plutôt que volontaire (puisqu'il ne pouvait de toute façon être exporté), on peut supposer, comme le prouvent les chiffres de novembre et décembre, qu'une fois l'interdiction levée, ce capital reprendra sa course vers les zones de profit maximal – c'est-à-dire les pays à bas salaires. La presse britannique elle-même ne se félicite guère de l'accumulation annuelle atteignant 450 millions de livres. Elle s'alarme davantage de l'accroissement démographique post-guerre (plus d'un million et demi) et du retard du commerce extérieur sur son niveau d'avant-guerre, alors que l'Amérique l'a dépassé de 30 %. Le solde positif de la balance financière britannique, comme noté en début d'article, diminue année après année.

Enfin, la crise persiste dans le secteur clé de la puissance économique britannique : l'industrie minière. Le nombre de chômeurs inscrits reste bloqué à 1,25 million. Pour soutenir la compétitivité face à l'Allemagne et l'Amérique, le gouvernement a accordé 20 millions de livres de subventions aux propriétaires de mines. Pourtant, ceux-ci affirment fonctionner à perte malgré cette aide. Ils réclament à nouveau le remplacement de la journée de 7 heures par 8 heures (dont 30 minutes consacrées à la descente et remontée des puits), une baisse des salaires, et préviennent que même ces mesures ne suffiront pas : 100 000 mineurs devront être licenciés. Un résultat peu réjouissant, après que la classe ouvrière et les contribuables aient offert 20 millions aux propriétaires.

L'humeur dominante en Grande-Bretagne est à l'inquiétude face à l'avenir. Certes, le capitalisme britannique – avec son industrie avancée, ses réserves annuelles de 450 millions de livres (dont 400 millions proviennent des intérêts étrangers, des assurances, de la marine marchande et des colonies), son empire colonial, sa flotte puissante et ses bases sociales solides – ne capitulera pas aisément. Mais son déclin est engagé. Il doit livrer une lutte acharnée : contre l'Amérique et le Japon dans le Pacifique ; contre l'industrie française renaissante et l'Allemagne en Europe ; contre l'Union soviétique révolutionnaire qui encourage la libération des peuples orientaux du joug impérialiste. Sans oublier le conflit social interne avec son propre mouvement ouvrier.

Une crise majeure se prépare en Grande-Bretagne. Les préparatifs fiévreux des deux camps sont en cours. Le Parti conservateur renforce le capitalisme par des aventures risquées (comme à Mossoul), des combinaisons diplomatiques (les accords de Locarno, rompant avec l'isolationnisme traditionnel), des troubles en Égypte, et une série de mesures domestiques préfigurant l'affrontement. Le procès absurde contre les communistes britanniques ne sert qu'à ébranler les « vieux arbres » – le puissant mouvement syndical regroupant 7 millions de prolétaires héréditaires.

À cet égard, les déclarations du *Glasgow Herald* (reprises par le *Daily Herald* travailliste et le *Manchester Guardian* libéral) sur les manœuvres conservatrices pour évincer Baldwin sont révélatrices. Jugé trop modéré pour la guerre civile imminente, ce « ministre de la paix sociale » est critiqué pour la subvention de 20 millions aux mineurs (interdisant baisses salariales et allongement du temps de travail). Cette subvention expire en mai, avec peu de chances de renouvellement.

Ajoutons que le budget britannique, excédentaire depuis la guerre, affiche désormais un déficit estimé à 30 millions de livres<sup>4</sup>, voire plus. Après la hausse de l'impôt sur le revenu par [Churchill](#) l'an

---

4. Sur neuf mois, le déficit budgétaire britannique s'élève déjà à 123 000 000 £. Toutefois, compte tenu des recettes de l'impôt sur le revenu attendues au quatrième trimestre (janvier-mars), le déficit réel devrait être bien moindre. (*Note C.R.*)



dernier, aucun cabinet conservateur n'osera l'alourdir davantage, au risque de s'aliéner l'électorat bourgeois.

### **La situation de classe laborieuse britannique...**

Les préparatifs se poursuivent également dans le camp ouvrier. L'influence des éléments révolutionnaires combatifs y grandit. Le procès du Parti communiste n'a servi qu'à stimuler la propagande communiste. Les dernières informations montrent une progression rapide de l'influence communiste en Écosse, notamment à Glasgow. L'hebdomadaire de gauche *Sunday Worker* – dont le tirage dépasse presque celui du *New Leader* (ILP) et de *Lansbury's Weekly* – est devenu une tribune ouverte aux tendances de gauche. La confiance des ouvriers, même non touchés par la propagande communiste, se tourne vers les communistes, comme en témoigne la popularité croissante de dirigeants sympathisants, tel Cook, leader des mineurs. Une aile gauche se forme au sein du mouvement syndical.

De son côté, l'Independent Labour Party (ILP), sentant la radicalisation des masses, tente de se distancier des dirigeants de droite. [MacDonald](#), ancien président de l'ILP, doit désormais publier dans la presse ouvrière provinciale, le *New Leader* jugeant ses articles trop opportunistes. La fraction parlementaire du Parti travailliste, poussée par les syndicats, prépare une plateforme politique pour l'affrontement à venir, qui éclatera inévitablement en mai entre mineurs et propriétaires. Un projet de réforme minière, élaboré par une Commission conjointe (Fédération des mineurs, Conseil général du TUC [*Trade Union Congress*], Comité exécutif du Parti travailliste et fraction parlementaire), propose :

- Nationalisation des terres, des mines, de la distribution et de l'exportation du charbon.
- Création de centrales électriques liées aux mines, alimentant l'industrie et des usines transformant le charbon en coke, gaz, engrais, etc.
- Électrification des chemins de fer.
- Direction par une Commission de l'Énergie et des Transports, composée de six experts (charbon, électrification, gaz, transport, commerce, conditions de travail).
- Un Conseil national du Charbon et de l'Énergie doté d'une autonomie similaire à celle des entreprises privées, accompagné de Conseils provinciaux.

Sur le financement, le projet prévoit le rachat des mines à leur coût réel. La Fédération des mineurs plaide pour une nationalisation des terres sans compensation.<sup>5</sup>

Avec le déclin du commerce britannique, les surprofits extraits des colonies et pays sous-développés diminuent, sapant la base matérielle de l'aristocratie ouvrière. Le capitalisme britannique rogne désormais les salaires. Les conflits se multiplient, mais le prolétariat, organisé et solidaire, a jusqu'ici repoussé les attaques gouvernementales et patronales.

### **... et allemande**

En Allemagne, le tableau est différent. Appauvri par la guerre, le Traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr<sup>6</sup> et l'inflation, le prolétariat est démoralisé par la politique traîtresse des dirigeants social-démocrates, berçant les travailleurs d'illusions pacifistes sur une restauration économique soutenue par l'Entente. Il endure l'exploitation éhontée du capital financier et de la lourde industrie. Il est

---

5. Précisons qu'en Grande-Bretagne, les terres sous lesquelles se trouvent les mines appartiennent à des propriétaires distincts de ceux des mines. Les premiers perçoivent un loyer annuel de 6 000 000 £, dont une partie revient à l'Église (370 000 £) et à des nobles comme le Marquis de Bute (115 772 £ par an). (*Note C.R.*)

6. Suite au non payement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925. Cette occupation provoqua le développement d'une situation révolutionnaire que la direction du Parti communiste allemand fut incapable d'exploiter en octobre 1923

inconcevable qu'après la guerre et la révolution avortée, des ouvriers allemands puissent encore croire au gouvernement bourgeois ou à la social-démocratie.

La vie économique de l'Allemagne illustre une politique de pillage sauvage et impitoyable des masses populaires, menée avec une obstination diabolique. Privée de capital circulant essentiel, la bourgeoisie allemande a attiré des « conquérants normands capitalistes », principalement américains, pour exploiter les travailleurs et spolier les biens du peuple.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'après le bilan annuel de la *Frankfurter Zeitung* (31 décembre et 7 novembre), la balance commerciale allemande sur 11 mois en 1925 affiche un déficit de 4,5 milliards de marks. Selon la *Neue Freie Presse*, les importations s'élèvent à 12,4 milliards de marks, les exportations à 8,1 milliards. En se basant sur la *Frankfurter Zeitung*, seule une fraction minime du déficit (environ 0,5 milliard) est couverte par les exportations invisibles. 4 milliards sont comblés par des crédits étrangers ou l'afflux de capitaux dans l'industrie. Les prêts à long terme reçus en 1925 sont estimés à 1,5 milliard de marks, et les participations étrangères dans des entreprises allemandes à 0,5 milliard. Restent 2 milliards – la moitié du déficit – couverts par des crédits à court terme. En ajoutant les 2 milliards de dettes reportées de 1924, l'Allemagne doit 6 milliards de marks aux créanciers étrangers sur deux ans. Avec un taux d'intérêt moyen de 7,5 %, cela représente 450 millions de marks de tribut annuel aux capitalistes étrangers. En réalité, ce montant est plus élevé : certains crédits industriels exigent jusqu'à 9 % d'intérêt plus 50 % des profits des entreprises financées.

Le chômage a plus que doublé. Sans compter les mineurs et les employés de commerce, les syndicats recensent 670 000 chômeurs en décembre. S'y ajoutent les travailleurs précaires (26 à 39 semaines/an) et les exclus des allocations. Le total dépasse 1 million – soit 1 Allemand sur 12 actifs dans l'industrie, le commerce ou les transports.

Le travail partiel se généralise :

- 20,8 % des ouvriers textiles travaillent quelques jours/semaine.
- 16 % dans les syndicats chrétiens.
- 37,5 % des ouvriers du vêtement en sous-emploi, avec 16 % de chômeurs.

Comparaison 1923-1925 :

- 1923 (occupation de la Ruhr, inflation) : 400 000 chômeurs.
- 1924 : 588 000 en août, 436 000 en octobre.
- 1925 : 535 000 en janvier, baisse à 195 000 en juillet, puis remontée à 1 057 000 mi-décembre.
- Taux de chômage syndiqué : 4,5 % en septembre → 11 % en novembre.
- Travailleurs à temps réduit : 5,8 % en septembre → 22,3 % en novembre.

Les salaires, malgré une légère hausse début 1925, n'atteignent que 70 % du niveau d'avant-guerre. Seuls 35 % des ouvriers bénéficient de la journée de 8 heures.

Les faillites explosent : 30 344 entreprises en liquidation ou moratoire en novembre. Environ 160 sociétés liquidées en 1925, dont des géants comme le consortium Stinnes (1 milliard de marks-or de dettes), A.G.A., les Ateliers de Hanovre, Richard Kard, Otto Yamann, Schielkonzern, etc. D'autres survivent grâce à la Reichsbank, aux crédits étrangers ou la vente d'actions à l'étranger.

La crise allemande, la troisième en quelques années, atteint des proportions catastrophiques. La flambée du chômage fin 1925 en est le symptôme le plus brutal, dépassant tous les records antérieurs.

Il est caractéristique qu'au début de 1925, la production allemande de charbon, de fonte et d'acier ait atteint les niveaux d'avant-guerre, celle d'acier les dépassant même. On pouvait clamer victoire ! La presse allemande triomphait, tandis que les journaux britanniques déploraient que des compagnies

maritimes anglaises aient commandé des navires aux chantiers allemands, leurs propres devis étant 10 à 15 % plus élevés. Mais dans la seconde moitié de 1925, la production commença à décliner rapidement, et une crise violente éclata. Quelles en sont les causes ?

D'abord, il s'agit d'une crise spécifiquement allemande, liée à l'occupation de la Ruhr qui freina artificiellement l'industrie. Rappelons qu'à l'époque, les magnats de la Ruhr proclamèrent une « résistance passive », privant le reste de l'Allemagne de charbon – obligé d'en acheter à prix d'or en Angleterre. La crise actuelle a des origines plus variées :

- L'héritage du Traité de Versailles pèse sur l'industrie, tout comme les séquelles de l'inflation.
- Le rétrécissement du marché mondial pour l'Allemagne, dû à la concurrence des pays inflationnistes (France, Italie) et au protectionnisme britannique renforcé par la subvention de 20 millions de livres aux mineurs.
- Le retard technique de l'industrie allemande et le manque de capitaux circulants.

Approfondissons ces points.

Concernant Versailles, voyons surtout le Plan Dawes régulant les réparations. Le montant de 1925 est relativement bas : 1 milliard de marks-or. En 1924, l'Allemagne paya 224 millions de marks en espèces et en nature, plus 26 millions d'intérêts sur le prêt de 40 millions de livres de 1924. Mais le Plan Dawes, « pour assainir les finances allemandes », imposa une hausse fiscale : les taxes passèrent de 1,9 milliard de marks en 1913 à 4,4 milliards fin 1924 (+127 %). En 1925, taxes étatiques et municipales cumulées atteignirent 7,1 milliards (+88 % par rapport à 1913), dont 70 % supportés par la classe ouvrière, la paysannerie et la petite bourgeoisie.

Le deuxième facteur est l'inflation. La Reichsbank accorda des crédits risqués à l'industrie, coûtant 800 millions de marks-or, tandis que les magnats comme Stinnes spéculaient sur la chute du mark, gonflant artificiellement leur empire industriel. Les banques privées, craignant la dépréciation, convertirent leurs réserves en crédits aux industriels. La stabilisation du mark mit fin à cette bacchanale de crédits, plongeant l'industrie dans une pénurie de capitaux et contrainte de recourir à des prêts américains et britanniques coûteux.

Fin 1924, la presse économique britannique notait que le charbon allemand, moins cher, était vendu 6 millions de marks en dessous du prix britannique. La donne changea avec les subventions aux mineurs anglais. L'industrie britannique, via des lois anti-« dumping », surtaxa les produits allemands. La France et l'Italie, profitant de leur inflation et de la main-d'œuvre bon marché, marginalisèrent davantage l'Allemagne.

Pour garder ses marchés, l'Allemagne devait soit moderniser son industrie (ce qui fut partiellement fait dans l'automobile), soit baisser les salaires (déjà 30 % sous les niveaux d'avant-guerre), soit vendre à perte à l'étranger en reportant le déficit sur le consommateur allemand. Pour cela, il fallait bloquer la concurrence étrangère sur le marché national – d'où les tarifs protectionnistes de 1925, imposés par l'industrie lourde, les agrariens et les manufacturiers. Mais même le dumping échoua.

Mais quelles que soient les causes de la crise, un fait fait l'unanimité : celle qui frappe à nouveau l'industrie allemande avec une telle violence n'est pas passagère. L'organe de l'industrie lourde, la *Bergwerkzeitung*, tout comme le *Vorwärts*, confirment que le chômage et la crise industrielle en Allemagne prennent une forme prolongée, similaire à celle connue par l'Angleterre après-guerre.

Une conséquence des crises de l'an dernier et de celle-ci est la concentration des entreprises aux mains du capital financier. Si durant l'inflation, les banques allemandes soulageaient les industriels par des crédits, une fois le mark stabilisé, elles restreignirent ces crédits et saisirent les entreprises en faillite par manque de capitaux (leur rôle dans la chute du consortium Stinnes est notoire). Aux anciens

trusts verticaux succèdent désormais des trusts horizontaux, touchant aussi l'agriculture, désormais contrôlée par les banques allemandes agissant pour leur compte ou celui de Wall Street.

En concentrant une partie de l'industrie, les banques cherchent une issue. La direction est prévisible : la presse bourgeoise a déjà lancé une campagne pour baisser les taxes sur l'industrie, les reportant sur la classe ouvrière et la paysannerie (qui paient déjà 70 % des impôts). De nouvelles baisses de salaires et l'allongement de la journée de travail sont envisagés, exacerbant les contradictions de classe. La situation rappelle 1923, mais avec des facteurs défavorables aux travailleurs : stabilisation diplomatique, renforcement de l'appareil d'État, intégration accrue au capital américain soucieux de sauvegarder le capitalisme allemand.

En 1926, l'Allemagne doit verser 1 milliard de marks de réparations. Selon le Plan Dawes, ces marks doivent être convertis en devises étrangères. L'offre accrue de marks entraînera leur dépréciation, menaçant le seul acquis des sacrifices consentis depuis 1923 pour stabiliser la monnaie.

### **Quel bilan pour l'économie française en 1926 ?**

Sur les onze premiers mois de 1925, la France affiche un excédent commercial de 2 250 000 000 de francs. Compte tenu des achats de matières premières en fin d'année, l'excédent final avoisinera 2 milliards de francs. La balance financière est aussi positive :

- Crédits : 10 milliards (dont 2 milliards d'excédent commercial, 3 milliards d'intérêts sur obligations étrangères, 3 milliards de tourisme, 2 milliards de fret et assurances).
- Débits : 5,7 milliards (remboursements de prêts étrangers et transferts d'argent des travailleurs immigrés).

Malgré cela, la crise financière persiste : le franc a chuté de 55 % en 1925, et les finances publiques sont chaotiques. Quatre ministres des Finances se sont succédé (Clémentel, Caillaux, Loucheur, Doumer), incapables de trouver une issue. L'adage « La France est un pays riche avec un gouvernement pauvre » semble confirmé.

Mais cette prospérité relative est trompeuse : L'annexion de l'Alsace-Lorraine (industrie métallurgique) explique 25 % de l'augmentation du commerce extérieur. Sans elle, la production de charbon et d'acier n'atteignait pas en 1924 son niveau d'avant-guerre. La reconstruction des régions dévastées (80 milliards de francs dépensés) a stimulé l'industrie, mais s'achève, contraignant la France à trouver de nouveaux marchés. La chute du franc a artificiellement dopé les exportations en réduisant les salaires réels (le franc baisse plus vite que les salaires ne montent). La stabilisation du franc, nécessaire pour assainir les finances, risquerait de provoquer une crise en ralentissant les exportations.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de chômage massif en France, mais un mouvement s'amorce pour augmenter les salaires, d'abord chez les fonctionnaires les moins payés. La récente manifestation des employés à Paris annonce ce mouvement qui commence à s'étendre aux entreprises privées. La prospérité industrielle française repose non seulement sur l'exploitation de la classe ouvrière, mais aussi sur la prolétarisation rapide des classes moyennes. Le bloc des Radicaux et des Sociaux-démocrates accélère la paupérisation de leur propre base sociale – petite bourgeoisie, paysannerie et une fraction de la classe ouvrière. Sous leur gouvernement (depuis mai 1924), le franc a perdu plus de 70 % de sa valeur. Fin décembre, la « rente perpétuelle » française à 3 %, dans laquelle des centaines de milliards d'économies de la petite bourgeoisie sont investis, coté 46 francs à la Bourse de Paris, contre une valeur nominale d'avant-guerre de 100 francs-or. Quarante-six francs-papier équivalent aujourd'hui à environ 9 francs-or. Neuf au lieu de cent ! Cela illustre l'étendue de la ruine de la petite bourgeoisie française.

Passons sur l'Italie, dont la balance commerciale accuse un déficit de 7 milliards de liras, partiellement compensé par le tourisme et les transferts des travailleurs émigrés (en centaines de milliers, notamment vers la France). Passons aussi sur la Pologne, où des régions industrielles entières sont désertées. Pour stabiliser sa monnaie fluctuante, Varsovie obtient des prêts en Amérique et en Grande-Bretagne. Elle négocierait également avec la Société des Nations.

Le chroniqueur économique de la *Neue Freie Presse* souligne que 1925 a marqué la montée significative de l'économie soviétique sur le marché mondial. L'URSS commerce avec l'étranger depuis 1921, et sa balance commerciale n'a cessé de croître. Beaucoup y voyaient un phénomène temporaire, accueillant nos statistiques avec scepticisme et attendant un retour au chaos. Cinq ans ont été nécessaires pour que les économistes bourgeois reconnaissent enfin notre économie comme un facteur mondial majeur. Ce chroniqueur écrit : « 1925 est d'une importance extrême pour la Russie, tant politiquement qu'économiquement. »

### **Bilan de l'économie capitaliste en 1925**

Globalement, malgré un léger recul outre-mer, la crise s'est aggravée dans la seconde moitié de l'année. Le nombre de chômeurs officiels est estimé à 3 millions (le double en réalité). Partout, les classes moyennes s'appauvrissent et se prolétarisent. Les moyens de production se concentrent massivement entre les mains de trusts et de syndicats contrôlés par le capital bancaire. La trustification s'étend : en Amérique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France. Le capital financier, renforcé malgré inflations et stabilisations, domine. En octobre 1925, à New York, une « Sainte-Alliance des banquiers » réunissant les directeurs de la Réserve fédérale américaine, de la Banque d'Angleterre et de la Reichsbank allemande est scellée. Les banques françaises et néerlandaises devraient y adhérer. Le capital financier aspire à gouverner le monde capitaliste, malgré les contradictions internes exacerbées par les intérêts divergents des groupes nationaux.

Le phénomène marquant de 1925 est l'antagonisme économique croissant entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, masqué par leur front politique commun mais déjà fissuré. En 1926, un affrontement majeur entre prolétariat et capitalistes est attendu.

Les économistes bourgeois reconnaissent la crise économique mais se consolent avec la « stabilisation politique » de 1925, évoquée par la *Frankfurter Zeitung*. Les accords de Locarno en sont l'exemple phare : ils ont atténué les contradictions entre États capitalistes occidentaux et créé un nouveau bloc. L'alignement franco-britannique sur Mossoul ou l'adhésion de l'Allemagne à la Conférence de Washington (contre l'indépendance chinoise) en découlent. L'Allemagne, relais de l'Amérique et de la Grande-Bretagne en Orient, suit docilement Londres en Turquie, en Afghanistan et en Perse.

Locarno est aussi, pour reprendre la presse bourgeoise, un « embryon » de bloc anti-soviétique. La Grande-Bretagne tente de former d'autres « embryons » dans les Balkans et la Baltique – sans succès pour l'instant. La France, la Pologne et la Tchécoslovaquie, affaiblies par Locarno, se rapprochent de l'URSS. Les tensions anglo-françaises persistent en Méditerranée, en Afrique du Nord et en Asie mineure. L'implication britannique au Rif et les fausses rumeurs sur la Syrie en témoignent.

La Grande-Bretagne cherche à isoler l'URSS : à Varsovie, Paris, Belgrade et Rome (rencontre Chamberlain-Mussolini à Rapallo), elle répand l'idée d'un effondrement imminent du système soviétique, instrumentalise les Gardes blancs et invente des traités fantômes (URSS-Turquie contre l'Italie, URSS-Italie contre la Turquie). Elle utilise tous les moyens, ouverts ou secrets, pour entraver la croissance politique et économique de l'Union soviétique – pourtant reconnue même par les économistes bourgeois.

Les événements révolutionnaires de l'an dernier à Shanghai, ainsi que les victoires du gouvernement de Canton contre les généraux réactionnaires, ont non seulement ébranlé l'influence

britannique, mais aussi touché aux profits des marchands anglais. Cependant, la Grande-Bretagne est impuissante à contenir le mouvement révolutionnaire en Orient, qui, oscillant entre avancées et reculs, gagne des masses toujours plus vastes parmi les millions d'habitants de l'Asie.

La Grande-Bretagne ne peut entraver l'alliance grandissante – politique et économique – de l'Union soviétique avec les peuples d'Orient et même avec des États capitalistes. Elle est incapable de freiner le rapprochement économique récent entre la France et l'Allemagne, susceptible de devenir un « embryon » de système continental européen. Elle ne peut non plus contrer l'expansion turbulente du capitalisme américain, qui la chasse du marché mondial, notamment de ses propres dominions et colonies. Ces phénomènes provoquent des bouleversements profonds dans la vie politique et économique interne de l'Angleterre, exacerbant les contradictions de classe et réveillant les forces révolutionnaires.

### **Les conférences de 1926 et leurs enjeux**

En 1926, deux conférences doivent se tenir : l'une sur le désarmement, l'autre économique. Concernant la première, notons que les préparatifs ont déjà révélé les conflits d'intérêts entre l'Amérique, la Grande-Bretagne et la France. La campagne britannique pour une conférence séparée visant à interdire la guerre sous-marine – dirigée contre la France – a échoué. Mais Londres et Washington cherchent à exclure le désarmement naval des discussions, ciblant ainsi exclusivement les puissances terrestres, notamment la France. Cette manœuvre risque de faire échouer ce projet pacifiste. Pire encore, la crise économique allemande sape la collaboration internationale des classes capitalistes pour la restauration économique et la paix.

L'année 1925 n'a laissé aucune trace pacifiste : elle a vu la guerre du Rif, les conflits en Syrie et en Égypte, la question de Mossoul, les soulèvements révolutionnaires en Orient, ainsi que les grèves et mouvements révolutionnaires dans tous les pays capitalistes.